



Section du Bassin minier – 19.11.2017

Stratégie nationale de santé 2018-2022

L'Agence Régionale de Santé a mis en ligne sur son site un document de 53 pages appelé « Stratégie nationale de santé 2018-2022 ». Dans l'introduction il est affirmé « La stratégie nationale de santé s'inscrit dans le cadre économique et financier fixé par le Gouvernement pour un rétablissement durable de la situation des finances publiques ». Concernant la « recomposition hospitalière » il est affirmé comme nécessaire de «- poursuivre le virage ambulatoire et développer les alternatives à l'hospitalisation conventionnelle – accélérer la mise en place des groupements hospitaliers de territoire... »

Après la loi Bachelot de la présidence de Nicolas Sarkozy et la loi Touraine du quinquennat de François Hollande, qui ont aggravé le désastre sanitaire, le renoncement aux soins et les déserts médicaux, le Gouvernement d'Emmanuel Macron poursuit la même politique de restriction budgétaire, ouvrant le secteur de la santé à la concurrence et à la marchandisation.

L'hôpital public est malade des politiques d'austérité : suppression de postes et de lits, fermetures de services dans les hôpitaux de proximité (au Centre Hospitalier de Montceau-les-Mines : suppression de l'unité des soins intensifs et de la maternité, projet de suppression de la chirurgie,...), délais d'attente insupportables pour les malades, conditions de travail insoutenables pour les salariés au bord de l'épuisement. Selon un récent sondage 83 % des Français estiment que l'hôpital public est en danger, 84 % considèrent que les moyens qui lui sont alloués sont insuffisants, 77 % pensent que les choix politiques des gouvernements depuis 10 ans n'ont pas été dans la bonne direction. Ce constat accablant est d'une cruelle vérité, il est le reflet du vécu.

Pour une santé de proximité et de qualité !

Il devient difficile d'accéder à un généraliste, dans le Bassin minier et au alentours. Le manque de spécialistes se fait aussi cruellement sentir, alors que les besoins grandissent avec le vieillissement de la population. La mise en place autoritaire des Groupements Hospitaliers de Territoire, avec les concentrations forcées et de nouvelles « rationalisations », va accélérer les suppressions d'emplois, de lits, de services, éloigner toujours plus le système de soins des usagers, dégrader encore la qualité des soins. Alors qu'il faudrait au contraire créer des postes, former des personnels, pour répondre aux besoins de la population, pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales qui entravent l'accès aux soins, pour accompagner dignement le vieillissement et la perte d'autonomie, le handicap.

L'argent existe pour mettre en œuvre cette politique en rupture avec les choix actuels. Mais il ne va pas aux investissements utiles, il va grossir les dividendes des actionnaires à travers tous les dispositifs mis en place par les Gouvernements successifs : exonérations de cotisations pour les entreprises, CICE, etc... Sans compter l'évasion fiscale massive qui coûte tous les ans entre 60 et 100 milliards d'euros au budget de la France.

Citoyens, usagers, professionnels, faisons entendre notre exigence d'une politique de santé qui ne sacrifie pas la qualité des soins et la démocratie à la rentabilité des capitaux, une politique qui garantisse à chacune à tout moment de sa vie le droit à la santé, avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale, et une protection sociale de haut niveau.